

IL Y A UNE ALTERNATIVE

Une autre Europe est possible

C'est ce que le peuple grec en portant Syriza au pouvoir le 25 janvier 2015 a exprimé avec force. Les Grecs ont ouvert une voie et portent l'espoir de construire une issue progressiste à la crise européenne en répondant à l'urgence de la crise humanitaire, en relançant l'économie du pays par la relance sociale et le redressement industriel, et en engageant au plan européen une rupture avec les politiques d'austérité qui font payer aux peuples la crise financière.

La lutte du peuple grec est une lutte européenne :

L'inflexibilité des créanciers de la Grèce, malgré les erreurs des politiques imposées en 2010 et 2012 – erreurs d'ailleurs reconnues par le FMI lui-même, n'a pas de cause financière ou économique, mais bien politique. Les gouvernements de droite ou sociaux-libéraux cherchent à imposer aux peuples d'Europe l'idée qu'il n'y a pas d'alternative aux politiques d'austérité budgétaire qu'ils ont autoritairement mises en œuvre ces dernières années au détriment des conditions de vie et de travail des Européens. Cet antagonisme ne sera dépassé que par des changements politiques et économiques.

D'autres choix s'offrent à nous par exemple, plutôt que de consacrer les 1 200 milliards d'euros aux banques pour nourrir la finance et la spéculation, la Banque centrale européenne devrait les consacrer à un Fonds européen de développement social, humain et écologique solidaire pour servir la relance des économies par l'emploi, les salaires, les services publics, la transition écologique.

Manifester notre solidarité avec le peuple grec :

La mobilisation en France et en Europe pour soutenir le peuple et le gouvernement grecs

dans les négociations européennes sera déterminante pour faire respecter la voix du peuple grec, faire respecter les principes même de la démocratie.

Syriza et le gouvernement grec respectent le mandat qui leur a été confié par le peuple grec. Ils respectent aussi les engagements de remboursement de la dette de l'État grec : la Grèce a déjà versé depuis janvier 17 milliards d'euros à ses créanciers. En revanche ces derniers n'ont pas effectué les versements prévus. Aujourd'hui, ils exigent même du gouvernement d'Alexis Tsipras de nouvelles mesures d'austérité portant sur les retraites, et empêchant la reconstruction de conventions collectives !!

Le gouvernement grec tiendra bon :

Fort d'un soutien populaire très large dans le pays, le Conseil d'État grec vient même de juger inconstitutionnelles les coupes dans les pensions décidées fin 2012 sous la pression de la « Troïka ». Les pensions seront donc revalorisées. C'est une bonne nouvelle pour le peuple grec, et un point d'appui dans les négociations pour un accord raisonnable.

Le 18 juin, l'Assemblée nationale grecque rendra public les premières conclusions de l'audit de la dette qu'elle a engagée pour faire la vérité sur les montants astronomiques versés à ses créanciers depuis le début de la crise et qui ont étranglé l'économie grecque : un moment de vérité pour tous ceux qui proposent que la Grèce soit expulsée de l'UE pour éviter que les peuples remettent en cause la politique monétaire et le rôle de la BCE.

Le gouvernement français devrait en profiter pour changer de cap et soutenir un changement de politique à l'échelle européenne.

**ELPIDA, ESPERANZA,
HOFFNUNG, HOPE, SPERANZA,
ESPERANÇA, ESPERANCE...**